

Chercher des alternatives au pétrole russe dans des pays autocratiques, n'est-ce pas incohérent ?

L'Union européenne impose un embargo sur 90 % du pétrole russe qu'elle importe, sanctionnant un pays envahisseur accusé de crimes de guerre. Mais le club des pays producteurs ne réunit pas que des pays démocratiques pacifistes...

DÉBAT

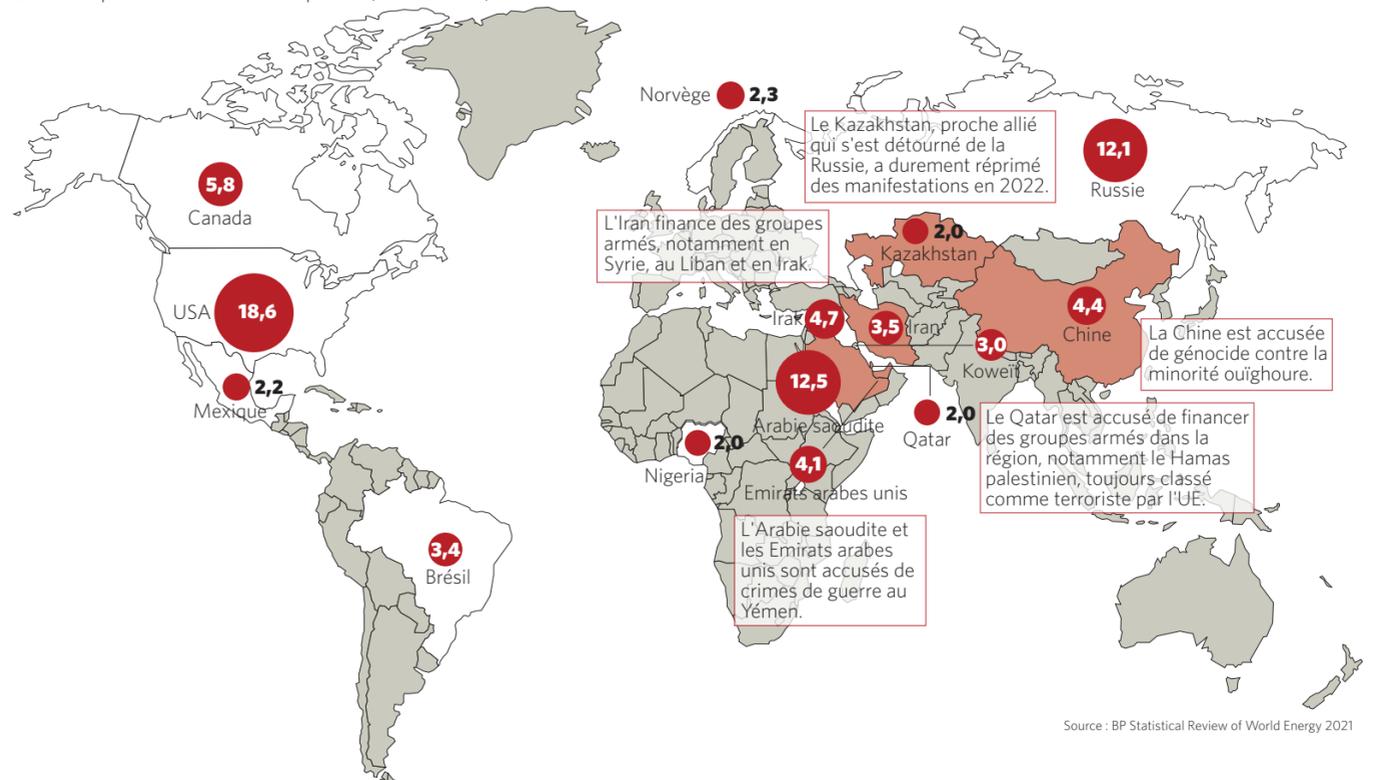
PAULINE HOFMANN

Si l'on veut se passer du pétrole russe, il n'y a que deux leviers possibles : diminuer notre consommation ou trouver de nouveaux vendeurs. L'Union européenne a décidé d'imposer un embargo sur 90 % du pétrole russe qu'elle importe. Et les pays européens cherchent des alternatives.

Une des possibilités est donc d'aller frapper à la porte des rois de l'or noir. Parmi les quinze plus gros producteurs, on trouve les États-Unis et le Canada, des démocraties bien installées. Mais aussi la Chine, le Qatar, l'Arabie saoudite ou encore les Émirats arabes unis. Les ONG n'ont cessé d'y dénoncer des violations des droits de l'homme ou des crimes de guerre. Les deux faces de cette même pièce sont-elles incohérentes ? *Le Soir* a posé la question à un représentant de Human Rights Watch (HRW) et à une chercheuse spécialiste des politiques énergétiques.

Un parcours d'obstacles pour éviter les autocraties en guerre

En % de la production mondiale de pétrole (brut et dérivé)



Michael Page

« Tout cela sonne creux »

ENTRETIEN

P.H.N

Pour Michael Page, il faut se passer totalement du pétrole et du gaz. Selon lui, « les droits humains et le climat se rejoignent à un niveau impressionnant ici ».



Michael Page est directeur adjoint de la division Moyen-Orient au sein de Human Rights Watch. Au-delà de la nature des régimes producteurs, chercher de nouvelles sources de pétrole est en soi contraire à l'éthique, selon lui.

Ce n'est qu'un exemple, mais l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, sont accusés de crime de guerre au Yémen. Quelle serait la cohérence d'aller frapper à leur porte ?

C'est incohérent ! Cet embargo est justifié de plusieurs manières : l'invasion de l'Ukraine ainsi que des violations très sérieuses que Human Rights Watch documente. Il y a une claire hypocrisie à envisager de se tourner vers l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, tous deux des acteurs très importants dans le marché mondial de l'énergie qui ont commis des violations sérieuses ainsi que de possibles crimes de guerre au

Yémen. Le Qatar également a un mauvais bilan en matière de droits humains. C'est de la pure politique : la justification de défense des droits humains sonne creux.

Les considérations éthiques entrent-

elles en ligne de compte d'une manière générale pour les pays acheteurs de pétrole ?

Il faut envisager les droits humains de manière plus large. Les États-Unis et l'Union européenne sont de gros consommateurs de pétrole, de gaz... qui conduisent à l'effondrement climatique. On oublie de dire qu'il faut se passer totalement du pétrole et du gaz. Les droits humains et le climat se rejoignent à un niveau impressionnant ici. Les pays pourraient soutenir une politique ambitieuse sur les deux volets. Et ainsi empêcher les autocraties pétrolières de rassembler du soutien et augmenter leur richesse.

Existe-t-il du pétrole « démocratique », exempt de tout conflit ?

Oui. Certains pays non démocratiques, autocratiques, utilisent cette richesse pour perpétrer des abus. Un exemple est l'Arabie saoudite, dont l'immense richesse lui sert à acheter des armes américaines et européennes, utilisées ensuite au Yémen. Mais même dans les pays démocratiques, l'utilisation de pétrole et de gaz augmente la température de la planète, ce qui menace le droit à vivre, le droit à la santé. Souvent, l'extraction de pétrole a des effets négatifs sur la santé des populations locales : des déversements d'hydrocarbures, comme en Irak. Cela n'a pas forcément le même lien avec les droits humains mais, en général, il y a une menace collective à continuer l'extraction de gaz et de pétrole. Cela amène aussi l'augmentation des températures, des sécheresses, des inondations... Ce qui est aussi du carburant pour d'autres guerres et conflits.

Agata Loskot-Strachota

« Tout n'est pas noir ou blanc »

ENTRETIEN

P.H.N

Pour Agata Loskot-Strachota, il n'y a pas de réponse générale à donner. Selon la chercheuse, une abondance de produits permet de faire plus facilement des choix éthiques. « C'est moins facile sur des marchés plus serrés », affirme-t-elle.



Agata Loskot-Strachota, chercheuse au Centre pour les études orientales à Varsovie, est spécialiste des politiques énergétiques. Elle souligne les (très) nombreuses implications de la décision européenne, qui peuvent être à double tranchant.

Quelle est la logique de l'embargo sur le pétrole russe si cela amène à acheter à d'autres pays en guerre ?

La guerre est dans le voisinage direct de l'Europe, qui subit un flux de réfugiés ainsi que des défis de sécurité, notamment sur le flanc est. De nombreux pays membres (comme le mien, la Pologne) pensent que la Russie va au-delà de l'Ukraine. La logique des sanctions européennes est de la stopper maintenant. L'autre point, c'est que la Russie ne supportait pas les aspirations de l'Ukraine, qui soutient des valeurs précieuses à l'UE. Je ne dis pas que le Yémen ne se bat pas pour ça, mais l'Ukraine a fait expressément ce choix. Enfin, l'Europe peut réellement avoir un impact sur la Russie, qui exporte vers l'Europe plus de 50 % de son pétrole. Pour l'Arabie saoudite, nous importons 7 % du pétrole de Riyad, leurs exportations sont plus diversifiées.

bat pas pour ça, mais l'Ukraine a fait expressément ce choix. Enfin, l'Europe peut réellement avoir un impact sur la Russie, qui exporte vers l'Europe plus de 50 % de son pétrole. Pour l'Arabie saoudite, nous importons 7 % du pétrole de Riyad, leurs exportations sont plus diversifiées.

Les considérations éthiques entrent-

elles en ligne de compte d'une manière générale pour les pays acheteurs ?

Il n'y a pas de réponse générale à donner. Quand la guerre a éclaté, de nombreuses entreprises ont refusé d'acheter du pétrole russe. Cela montre une attention accordée à l'éthique. Sur certains marchés, une abondance de produits permet de faire plus facilement des choix éthiques. C'est moins facile sur des marchés plus serrés. Le débat est de plus en plus fréquent, notamment quand il s'agit du changement climatique. Et ce n'est pas seulement commercial. Il y a un mouvement mondial pour la transition. Ce n'est pas aussi évident pour d'autres questions. On n'impose pas des sanctions à chaque violation des droits humains, mais certaines sont prises contre l'Iran, le Venezuela... Et ces sanctions remodelent le marché.

En quoi ?

Comme un nombre substantiel de pays producteurs sont sous sanctions, un marché duel peut se former au niveau mondial. Une partie du marché est bannie d'un monde qui suit les règles du monde occidental. Mais d'autres pays, qui ne s'intéressent pas aux sanctions occidentales, pourraient acheter du pétrole ou du gaz moins cher à la Russie. C'est bénéfique à leur économie et à leur compétitivité. Cela a un impact sur le développement et la richesse, et peut-être aussi sur les droits humains. Cela peut être une opportunité pour les populations pauvres, comme en Inde ou en Chine. Mais cela peut aussi être une opportunité pour le régime chinois, qui n'est pas démocratique et pourrait en sortir renforcé. Nous n'en savons rien pour l'instant. Tout n'est pas noir ou blanc.